

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Non, monsieur l'Orateur, pas avant le congé d'été.

M. Comeau: Une question complémentaire. Le ministre n'est-il pas prêt à reconnaître qu'étant donné que ses services ébauchent à peine la mise sur pied d'une division du contrôle de la pollution qui ne fera pas œuvre utile avant quelque temps, il faudra des mois, sinon des années...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Cette question est manifestement litigieuse et donc antiréglementaire.

M. John Gilbert (Broadview): Le ministre a-t-il pris la décision d'arrêter de fumer en guise de premier pas sur la voie conduisant à l'arrêt de la pollution de l'atmosphère?

L'hon. M. Munro: Tout dépend du jour auquel vous pensez.

LES AFFAIRES INDIENNES

L'ENCOURAGEMENT À L'EXPANSION ÉCONOMIQUE DANS LES LOCALITÉS DES INDIENS ET DES MÉTIS

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de l'Expansion économique régionale? Le 23 février, comme en fait foi le hansard, le ministre a dit qu'il songerait à encourager l'expansion industrielle dans les régions où vivent les Métis et les Indiens. Le 26 février, il a aussi parlé d'expansion en Saskatchewan. Vu la diligence du secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, le ministre peut-il nous dire maintenant si l'on est en train de prendre des mesures à ce sujet dans le Nord de la Saskatchewan?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Pas à ma connaissance, monsieur l'Orateur. Nous sommes toujours à étudier un programme destiné aux Métis et aux Indiens.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA RECONNAISSANCE DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE

M. S. Perry Ryan (Spadina): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre a dit que le gouvernement ne se proposait pas de reconnaître la nouvelle République de Rhodésie. Le gouvernement songe-t-il à reconnaître la République démocratique allemande?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur.

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LE DÉPÔT DU LIVRE BLANC

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Étant donné que le ministre a parlé aujourd'hui du Livre blanc sur la politique sociale en préparation, le ministre peut-il nous donner une idée de la date où ce document sera publié?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, nous espérons qu'il sera terminé avant la fin de la session.

M. l'Orateur: Passons à l'ordre du jour.

• (3.20 p.m.)

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

LA LOI SUR LES PARCS NATIONAUX

MODIFICATIONS PORTANT SUR LA DÉFINITION, L'ACQUISITION, L'ADMINISTRATION, ETC.

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mardi 3 mars, de la motion de l'honorable M. Chrétien: Que le bill C-152 tendant à modifier la loi sur les parcs nationaux, soit lu pour la 2^e fois et envoyé au comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien, ainsi que de l'amendement de l'honorable M. Lambert (p. 4030).

M. Stan Schumacher (Palliser): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de voir le ministre nous honorer de sa présence cet après-midi. J'espère qu'il restera à la Chambre jusqu'à la fin de ce débat et qu'il répondra à certaines des questions posées. Avant l'ajournement hier soir, j'ai posé une question sur l'Imperial Oil et l'exploitation du lotissement du lac Louise. Si les rumeurs sont fondées, cela prouve encore la parfaite indifférence du gouvernement à l'égard des intérêts des petits et moyens entrepreneurs et sa préférence exclusive pour ceux des gros commerçants. Le CP est établi dans les parcs depuis des années. Il n'a jamais été dérangé. Ses hôtels sont-ils l'objet de baux de 42 ans? Dans la négative, pourquoi pas? On ne devrait imposer à personne une base restrictive de 42 ans. Mais si c'est le cas d'un groupe, ce devrait être celui de tous. Tout le monde devrait être traité sur le même pied dans ce que le gouvernement appelle une société juste.

L'inconvénient principal avec l'administration de nos parcs nationaux de l'Ouest, c'est qu'elle ne reconnaît qu'un aspect d'un pro-